

C. G. T.



# BULLETIN CONFÉDÉRAL des Territoires d'Outre-Mer

F. S. M.

213, RUE LAFAYETTE — PARIS-10°

## SOMMAIRE

En guise de vœux de bonne année .....	1	rialiste .....	5
Le problème de l'immigration de travailleurs européens dans les pays d'Outre-Mer .....	2	Méthodes hitlériennes .....	5
L'Internationale jaune part en guerre contre l'unité des travailleurs des pays coloniaux .....	3	Ce qu'est réellement le Point IV .....	5
La lutte pour le « Code du Travail » .....	4	Nouvelles des Unions de Syndicats .....	6
Le coup de force contre la Fédération Syndicale Mondiale .....	4	A travers le monde .....	6
La réforme agraire en Chine libérée du joug impérialiste .....		Emouvants messages de nos amis Viet-Namiens et Malgaches .....	7
		J'ai visité la République d'Ouzbékistan .....	8
		Un beau geste de fraternité prolétarienne .....	8

## EN GUISE DE VŒUX DE BONNE ANNÉE

**a** l'occasion du Nouvel an, nous vous souhaitons bonne et heureuse année ; nous le faisons très sincèrement, mais voilà : les souhaits ne changent pas grand chose ; pour qu'ils soient exaucés il faut encore prendre des dispositions en conséquence, car ce sont les hommes qui font l'histoire.

Pour que cette année 1951 soit bonne pour les peuples d'Outre-Mer et pour la classe ouvrière de France, opprimés par la même bourgeoisie française, il faut d'abord UNIR, UNIR, UNIR. Rien de grand ne sera fait sans l'union et c'est la ligne de conduite de la C.G.T. comme de la F.S.M.

Toujours, la C.G.T. a recommandé l'union avec, par exemple, les syndicats autonomes des cheminots qui ont fait preuve de leur capacité de lutte au cours de leur grande grève, comme elle conseille l'union avec les syndicats C.F.T.C. partout où ils existent. Il dépend des militants de faire que bientôt il n'y ait plus qu'une seule organisation syndicale unie dans chaque pays.

Si nous n'étions pas convaincus de l'importance de l'unité, nous n'aurions qu'à regarder ce que font les colonialistes : ils veulent diviser ; en Afrique Noire, ils tentent de créer des syndicats dits indépendants qui ont reçu la réplique

qui convenait à BOBO DIOULASSO, où 10.000 personnes se sont rassemblées contre les diviseurs à la solde de l'administration.

C'est encore pour diviser que le ministre de la France d'Outre-Mer octroie des facilités de transport aux représentants de la C.F.T.C., tandis que les Hauts-Commissaires et Gouverneurs facilitent la tâche des scissionnistes de Force Ouvrière et de l'Internationale de la trahison.

Dans ce même numéro, un article est consacré à cette Internationale, mais la seule attitude de l'Administration à son égard doit suffire à édifier les travailleurs : au Maroc, les représentants de la C.G.T. sont inquiétés, voire expulsés par la police, mais les Irving Brown et autres Jean Rous, amis des Jouhaux et Bouzanquet, ont le soutien de la Résidence pour accomplir leur tâche de division.

Ils ont de l'argent, des facilités, nous n'en avons pas ; c'est notre honneur ; nous sommes libres et sans lien avec les oppresseurs ; c'est notre force ; nos moyens de travail ne viennent que des travailleurs dont nous dépendons. Tout le monde ne peut en dire autant.

Nous vous souhaitons aussi beaucoup de succès dans votre lutte pour la liberté, et ce vœu n'est pas seulement sentimental ; nous le souhaitons pour vous et pour nous, car chaque victoire que vous remporterez affaiblira notre ennemi commun. Chaque liberté arrachée servira de départ à d'autres victoires pour tous les exploités.

La liberté ne se marchande pas aux oppresseurs, elle s'arrache, elle s'impose. Leurs lois et leurs décrets sont faits pour opprimer ; entre eux et nous, c'est une question de force, qu'il s'agisse de 10 francs d'augmentation, du respect du droit de grève ou d'un véritable Code du Travail ; les sentiments n'ont aucune prise sur l'administration colonialiste. C'est la grande leçon du mouvement syndical mondial.

Pour réaliser nos vœux, il faut également une solide organisation syndicale, capable de lutter entreprise par entreprise pour obtenir les salaires que refusent de donner les gens de l'administration colonialiste.

Dans bien des pays, il faudra encore passer beaucoup de temps à démontrer que les textes et les décrets sont loin de tout régler et que jamais on n'a une si bonne loi que lorsqu'elle est acquise par la lutte des ouvriers.

C'est du 27 mai au 6 juin que se tiendra le

### CONGRES de la C.G.T.

Celui-ci a du être repoussé faute de salle assez grande qui fut libre pour le tenir. Ce Congrès qui groupera 2.000 délégués, aura ses assises au Parc des Expositions.

C'est un événement de première importance dans la vie française et qui ne manquera pas d'avoir des répercussions dans les pays coloniaux. TOUS SERONT REPRESENTES !

De même, nous sommes persuadés qu'aucun changement décisif ne peut avoir lieu sans la fin de l'oppression coloniale.

C'est ce que sentent de plus en plus les masses qui n'acceptent plus de vivre comme par le passé. Dans leur rage d'oppression, les impérialistes, sentant la fin prochaine de leurs privilèges, n'envisagent plus autre chose que la force. Faut-il de pouvoir tromper, ils préparent la guerre pour tenter, les insensés, de détruire les forces de progrès, de liberté et d'indépendance des peuples.

La Paix les tue, vive donc la Paix pour cette année 1951. C'est pour préparer la guerre qu'ils accentuent la répres-

sion ; ils veulent assurer leurs arrières. Mais 1951 ne doit pas être une année de recul pour le progrès social ; 1951 sera ce que nous le ferons : une année de victoire des peuples et des classes opprimés, si nous savons utiliser les magnifiques perspectives qui s'ouvrent devant nous. Souhaitons un bon combat aux travailleurs des pays opprimés, car partout ce sont les travailleurs qui s'avèrent les patriotes les plus conséquents, incapables de compromissions et ce sont eux qui dirigeront le combat sans défaillance, avec courage, qui le mèneront jusqu'au bout, car ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes.

A. TOLLET

## Le problème de l'immigration de travailleurs européens dans les pays d'Outre-Mer

Depuis quelques années, et plus particulièrement depuis quelques mois, les populations d'Afrique, surtout d'Afrique Noire et de Madagascar, voient arriver dans leur pays un nombre toujours croissant de travailleurs européens : français, italiens, allemands et autres, embauchés par les grosses entreprises pour l'exécution de travaux stratégiques de préparation à la guerre.

En effet, les impérialistes américains, aidés par les colonialistes français, veulent faire de ces pays une source de matières premières stratégiques, et y créer des bases solides pour la guerre qu'ils préparent ; ils veulent aussi, avant de se lancer dans cette guerre, mâter les populations africaines et malgaches.

Tout ce travail, les colonialistes veulent le faire exécuter dans des conditions qui leur permettent un maximum de profit.

Le rôle qu'ils entendent faire jouer à la main d'œuvre européenne est d'encadrer les travailleurs africains, et malgaches voués au rôle de manœuvres, et qu'ils payent au plus bas prix. En cas de guerre, le rôle de ces Européens consisterait à encadrer les unités autochtones constituées, et à faire régner la terreur pour prévenir tout mouvement populaire.

Voilà le rôle que les colonialistes entendent faire jouer aux Européens en Afrique et à Madagascar.

Mais, nous sommes persuadés que les travailleurs de ces pays ne l'entendront pas ainsi.

Ils ont mené et mènent chaque jour contre leurs exploitateurs des luttes qui obligent ces derniers à reculer : les grèves de Conakry en juin 1950 en sont un exemple.

Tous nos camarades engagent l'action contre l'immigration, dans leur pays, de travailleurs européens, en expliquant à la population le rôle que les colonialistes veulent faire jouer à cette main d'œuvre.

Cette action tend à obtenir l'accès des travailleurs africains et malgaches à tous les emplois ; à ne pas permettre, par exemple, que les Européens remplacent les gens du pays pour la conduite des camions et des voitures, comme cela se voit de plus en plus depuis quelque temps, à faire disparaître la disproportion intolérable qui existe sur les salaires de travailleurs de même qualification.

Peuvent-ils accepter, par exemple, qu'un travailleur africain débutant dans le Bâtiment soit payé 2.800 frs CFA par mois, alors que le travailleur débutant européen, qui

fait le même travail à côté de lui, est payé 20.130 francs C.F.A. ?

L'action pour l'égalité des salaires avec les Européens, l'action pour de meilleurs logements, pour des allocations familiales, trouvera un écho favorable parmi la population africaine et malgache et permettra d'enrayer la venue de travailleurs européens.

Les travailleurs de ces pays sont en droit d'exiger, en même temps, que l'Administration colonialiste constitue des centres de formation professionnelle, afin que des milliers d'entre eux puissent apprendre un métier.

La venue massive de travailleurs européens en Afrique et à Madagascar est une entrave sérieuse au développement du mouvement démocratique et des libertés syndicales. Elle a pour résultat immédiat de renforcer l'oppression des populations et de retarder le mouvement de libération des peuples du joug des colonialistes.

Le rôle des syndicats, dans l'action contre la venue dans leur pays de travailleurs européens, atteint ainsi un double but :

Ils luttent contre la misère, pour de meilleurs salaires et une qualification professionnelle.

Ils luttent aussi pour conquérir leur liberté et leur indépendance.

H. SEGRESTAN, secrétaire

de la Fédération du Bâtiment

### SEIZE EXPLOITEURS

Le COTONAF détient, en OUBANGUI, le privilège de l'achat du coton sur 170.000 kilomètres carrés, et y possède 15 usines d'égrenage.

Le journal réactionnaire *l'Echo des Finances* signale que les seize administrateurs de la Société se sont partagé, à eux seuls, en 1949, le tiers des bénéfices, et trouve qu'ils sont trop gourmands : non parce qu'ils exploitent les Africains, mais parce qu'ils ne laissent pas assez aux autres actionnaires !

Le capital de la COTONAF était vers 1935 de 7 millions ; il est maintenant de 165 millions CFA, soit 330 millions de francs français, et 47 fois plus qu'en 1935, sans que les actionnaires aient donné un sou ; c'est donc seulement par les bénéfices réalisés en exploitant les paysans et les ouvriers de l'Oubangui que cette énorme augmentation de capital a été obtenue.

Ce n'est pas étonnant : en 1949-50, la COTONAF a payé le coton au producteur sur la base de 36 francs CFA le kilo fibre et l'a vendu, rendu POINTE NOIRE, entre 121 et 162 frs CFA suivant le pays acheteur ! Quant aux salaires des ouvriers, n'en parlons pas. Dans ces conditions, et même en payant des taxes élevées, on ne sera pas surpris qu'elle ait fait 101 millions de bénéfices !

# L'INTERNATIONALE JAUNE PART EN GUERRE CONTRE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS DES PAYS COLONIAUX

Dans le dernier numéro de notre bulletin, nous avons alerté nos camarades au sujet des nombreux voyages qu'effectuent actuellement des délégations de la « Confédération Internationale des syndicats « dits » libres » (CISL) à travers l'Afrique et l'Asie.

Il est clair qu'il s'agit là d'une manœuvre de grande envergure faisant partie du plan général de domination et de guerre des milliardaires américains.

Comme nous l'avons déjà écrit à plusieurs reprises, les impérialistes ont besoin, pour faire leur guerre, des millions de fantassins qu'ils espèrent recruter dans les pays coloniaux, comme ils ont besoin des précieuses matières stratégiques que l'on trouve dans ces pays. Il leur faut enfin « les immenses espaces africains » pour les gigantesques mouvements de troupes qu'ils envisagent.

Aussi, depuis quelques années, les dirigeants américains se préoccupent-ils beaucoup des pays « insuffisamment développés » comme ils disent dans leur jargon. Sous le prétexte de l'aide à apporter à ces pays, ils poussent avec une hâte fébrile les préparatifs de leur guerre, tout en espérant réaliser de substantiels bénéfices sur le dos des peuples.

En janvier 1949, le président Truman claironnait son fameux « point 4 » d'aide aux « pays arriérés ». Son brillant second Dean Acheson complétait sa pensée en ajoutant qu'un tel programme ne serait réalisable que si ces pays devenaient « politiquement sûrs ».

En écho à ces déclarations, les colonialistes français s'empressèrent de déclencher une vague de répression inouïe contre les démocrates et contre les dirigeants syndicaux des différents territoires. Ils espéraient ainsi briser le magnifique élan des populations opprimées qui luttent pour leurs libertés.

Mais ils se sont heurtés à la volonté inébranlable des masses qui ne veulent plus subir le régime colonial. Ni la répression, ni la corruption, n'ont eu raison d'elles.

Quelques tentatives timides de division du mouvement syndical par des dirigeants Force Ouvrière ont échoué partout. Aussi, les maîtres sont-ils furieux de ces retards ! Ne pouvant plus faire confiance aux « scissionnistes » de Force Ouvrière qui ont été déconsidérés en Afrique, notamment par les exploits du chéquier Bouzanquet, ils ont fait appel à la C.I.S.L. avec l'ordre de faire vite et de voir très grand.

Le Bureau Exécutif de la C.I.S.L. s'est donc réuni à Bruxelles le 12 novembre 1950, afin d'exécuter les instructions des milliardaires américains et de mettre au point un plan de bataille destiné à briser la force essentielle des travailleurs des pays coloniaux : leur union dans la lutte contre leurs oppresseurs. C'est ce que reconnaît très franchement le journal conservateur anglais « The Times » dont le correspondant syndical écrit dans le numéro du 13 novembre 1950, à propos de cette réunion :

*« Les dirigeants syndicaux ont manifesté clairement leur intention d'enlever l'initiative aux communistes et aux syndicats contrôlés par eux en Asie, en Afrique et dans d'autres régions du Monde... »*

*et leur organisation (C.I.S.L.) sera sollicitée pour qu'elle dédie à ces fins des ressources substantielles. »*

Chacun sait, bien entendu, que sont considérés comme « communistes » tous ceux qui se dressent contre les crimes du régime colonial, tous ceux qui ne veulent plus subir ce régime et qui veulent vivre libres dans leur propre pays.

Ainsi, ces Messieurs, pour mener à bien leur sinistre besogne réclament des « ressources substantielles ». Il leur faut des dollars, beaucoup de dollars. La voilà leur indépendance !

Leur appel a d'ailleurs été immédiatement entendu, puisque sept jours après qu'il fut lancé, le 19 novembre 1950, la première équipe de diviseurs débarquait à Tunis, avec à sa tête le trop fameux Irwing Brown, agent du Département d'Etat (Ministère des Affaires Etrangères des U.S.A.), le même Irwing Brown qui, en 1947, apportait en France les dollars de la trahison.

Il n'est pas inutile, sans doute, de savoir quels sont les personnages qui animent la C.I.S.L., si bien dénommée « l'Internationale Jaune », car elle ne fut créée que pour diviser le mouvement ouvrier dans tous les pays. Les dirigeants de la C.I.S.L. répondent bien à la définition de « jaunes », terme de mépris par lequel les travailleurs désignent les briseurs de grève, les traîtres.

Ce sont les dirigeants réactionnaires des syndicats américains qui jouent le rôle principal dans la C.I.S.L. Ils sont les agents directs du Patronat américain. Ainsi William GREEN, président de l'A.F.L., gagne pour faire son sale travail 50.000 dollars par an, soit 1.750.000 francs ; drôle d'ouvrier !... raciste notoire, Green est anti-noir et se dresse contre les travailleurs de race jaune immigrés aux U.S.A.

Georges MEANY, trésorier de l'A.F.L., a débuté comme escroc et se trouve aujourd'hui encore lié à l'organisation d'escrocs de New-York « Le Tammany Hall ». Voici ce qu'écrivit un économiste de l'Université de Cornell, du syndicat dont Meany est le « boss » (le patron) :

*« L'Association unie des ouvriers plombiers et monteurs en chauffage central est la plus exclusive des fédérations du bâtiment et il a été impossible, jusqu'à présent de trouver aux Etats-Unis, un seul nègre qui y soit affilié »....*

Un autre très important dirigeant syndical américain, James B. CAREY touche 50 dollars par jour (17.500 frs) du gouvernement américain comme « Conseiller du Plan Marshall »...

Nous reviendrons plus longuement sur le rôle joué par ces tristes individus.

Les milliardaires américains et leurs valets de tous les pays se trompent lourdement, s'ils pensent que les dollars de la corruption suffiront à détourner les travailleurs de la lutte qu'ils mènent contre les oppresseurs. Leurs odieuses manœuvres ne feront que renforcer l'union nécessaire de tous les travailleurs dressés contre l'exploitation impérialiste, contre le régime colonial, contre la guerre.

# La lutte pour le

## “ CODE DU TRAVAIL ”

Depuis l'ouverture du débat sur le « Code du Travail » à l'Assemblée Nationale, les travailleurs africains ont multiplié les actions afin d'exiger le vote rapide d'un texte garantissant leurs droits.

Les organisations syndicales du Cameroun et de la Côte d'Ivoire ont adressé des motions aux députés. Les Unions Syndicales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. du Moyen-Congo ont rédigé une résolution en commun. A l'appel de la C.G.T. du syndicat des cheminots africains et de la C.F.T.C., les travailleurs de CONAKRY ont exigé, au cours d'un meeting, le vote de la loi dans le plus bref délai.

Les travailleurs de la Haute-Volta, réunis au nombre de plus de 10.000, au cours d'une belle manifestation à BOBO DIULASSO, ont envoyé une adresse très précise aux Présidents des groupes parlementaires.

De plus, nos camarades de BOBO nous demandent d'adresser aux autres Unions d'Afrique Noire, cette lettre que nous reproduisons intégralement :

Chers camarades,

*Nous pensons que vous avez suivi avec toute l'attention qu'il exige le DEBAT AUTOUR DU CODE que nous attendons depuis 1944. Cela nous fait croire que vous êtes d'accord avec nous pour signaler les points essentiels du projet de Code qui, loin de nous faire sortir du régime sans loi dont nous sommes plaints à tous moments, viennent aggraver ce qui constitue en général une entrave à l'amélioration de notre sort.*

Ce qui a déjà retenu notre attention, c'est surtout :

- 1°) le rythme très lent du débat : 2 h. et demie par semaine ;
- 2°) la communication du bilan financier des syndicats au Procureur de la République.

*Ces deux points démontrent clairement avec quelle lenteur le Code paraîtra et la législation qu'il risque de nous apporter.*

*Vous n'ignorez pas les difficultés que nos députés éprouvent actuellement à nous défendre. Il nous appartient maintenant de trouver une solution pour appuyer leur activité. Cette solution n'est pas seulement l'envoi des motions, mais l'ACTION DE MASSE. Il est donc urgent que les organisations syndicales s'entendent pour faire grève le même jour, à la même heure, pour arracher un VÉRITABLE CODE D'ICI LE MOIS DE FEVRIER 1951.*

*Nous trouvons souhaitable que chaque Union (C.G.T., C.F.T.C., F.O.) étudie très attentivement la question, pour communiquer ses suggestions soit à DAKAR, soit à PARIS, qui consignera toutes les idées dans une circulaire qui sera transmise à chacun afin que le mouvement général soit déclenché le même jour.*

Il s'agit là d'une manifestation très importante qui sera, sans doute, étudiée avec beaucoup d'attention par nos camarades des Unions de l'Afrique Noire. Peut-être voudront-ils communiquer directement leurs suggestions à nos amis de BOBO. Voici leur adresse : MM. Frédéric TRAORE et COULIBALY FAMORY, Union des syndicats confédérés, BOBO DIULASSO (Haute Volta).

La C.G.T., de son côté, sera toujours à l'entière disposition des Unions syndicales d'Outre-Mer et leur apportera tout son appui.

## LE COUP DE FORCE CONTRE la Fédération Syndicale Mondiale

En dernière minute, nous apprenons la décision du gouvernement de dissoudre la F.S.M. Nous reviendrons sur cette question dans le prochain Bulletin.

De la part du gouvernement français, c'est évidemment une prétention ridicule que de vouloir dissoudre une organisation internationale groupant les travailleurs de 65 pays ; il s'y cassera les dents.

Mais c'est une mesure fasciste, et contre laquelle les travailleurs du monde entier doivent énergiquement protester.

En ce qui concerne les travailleurs d'Outre-Mer, la F.S.M. leur a permis de rompre l'isolement dans lequel les colonialistes voulaient les enfermer pour les empêcher de lutter contre l'oppression ; quand le Camerounais peut lier son action à celle du travailleur du Nigeria ; quand le Malgache rencontre son camarade opprimé d'Afrique du Sud, quand ils échangent entre eux et avec les travailleurs du monde entier leurs informations et leurs expériences, le mouvement syndical progresse plus vite.

Il est évident que la situation des travailleurs d'Outre-Mer s'est améliorée depuis qu'ils sont en liaison avec les travailleurs des autres pays du monde ; les colonialistes l'ont bien compris, c'est pourquoi ils ont tenté de porter ce coup à la F.S.M.

C'est pourquoi, aussi, ils prétendent empêcher la tenue de la conférence africaine que voulait organiser la F.S.M. en avril à DOUALA, alors qu'ils ont autorisé l'Internationale des traîtres, la C.I.S.L., qui ne représente rien, à y tenir la sienne.

Mais leur décret est inopérant, la F.S.M. vivra comme vivra avec ou sans décret, la solidarité internationale, les colonialistes ne parviendront pas à isoler les travailleurs des pays coloniaux.

# LA REFORME AGRAIRE

## en Chine libérée du joug impérialiste

La victoire historique remportée par le peuple chinois, qui a libéré son pays du joug de l'impérialisme, a permis de poser les problèmes du développement économique du pays sur une base nouvelle ; dans l'intérêt du peuple chinois.

Jusqu'à la libération de la Chine du joug impérialiste, le système dominant dans l'agriculture était le système féodal et semi-féodal. Ce système, en outre de ce qu'il plonge les masses paysannes dans la misère, ne permet pas le développement de la Chine sur une base nouvelle. Le camarade Liu-Chao-Tsi a déclaré, en parlant du régime féodal : « C'est là le principal obstacle à la démocratisation, à l'industrialisation, à l'indépendance, à l'unité et à la prospérité de notre pays. »

C'est pourquoi le programme général du Conseil Consultatif Politique de la République Populaire Chinoise prévoit que « La Chine Populaire doit passer progressivement du système féodal de possession de la terre, au système de la propriété paysanne ».

C'est dans ce sens qu'a été rédigé le projet de loi sur la réforme agraire, dont l'article 1° prévoit que « Le système de la propriété foncière, basé sur l'exploitation féodale au profit de la classe des grands propriétaires fonciers est aboli ; le système de la propriété paysanne est introduit afin de libérer les forces productives de l'agriculture, de développer la production agricole et de frayer la voie à l'industrialisation de la Chine nouvelle. »

C'est en vertu des principes ci-dessus que la République Populaire a mis en branle les mesures destinées à remettre la terre à environ 450 millions de paysans qui la travaillent.

L'énormité de ce chiffre montre l'ampleur et la difficulté de la tâche à accomplir. Cependant, Liu-Chao-Tsi a déclaré : « Nous avons l'intention de terminer la réforme agraire, pour l'essentiel... en deux ans et demi ou trois ans, à compter de cet hiver. »

A l'heure actuelle, la réforme agraire a déjà été réalisée pour 145 millions de paysans des régions anciennement libérées. Elle reste à réaliser pour 264 millions de ruraux ; pour une centaine de millions d'entre eux, la réforme agraire doit avoir lieu cet hiver.

Ce sont les petits paysans pauvres, les ouvriers agricoles qui reçoivent les terres qui font l'objet de la réforme agraire. Les terres ainsi remises aux paysans sont celles des grands propriétaires fonciers, les terres appartenant à des collectivités (églises, administrations), les terres appartenant à des industriels et des commerçants ; les terres des gens d'autres professions. En même temps que la réforme agraire, des mesures sont prises pour organiser l'irrigation, l'amélioration et la construction de canaux, de routes, de logements. Des me-

ures sont également prises pour fournir de l'outillage et des machines. Les impôts ont été considérablement allégés pour les paysans pauvres. De larges et riantes perspectives sont ainsi ouvertes devant les paysans chinois. Pour eux, l'oppression, la misère, la famine ne seront bientôt plus qu'un mauvais souvenir du passé.

Ces mesures n'ont été rendues possibles, en faveur des paysans chinois que grâce à la libération de la Chine du joug colonial et à l'établissement d'un régime de Démocratie populaire, sous la conduite éclairée et ferme de la classe ouvrière.

Maurice CARROUÉ  
secrétaire général  
de la Fédération de l'Agriculture.

## METHODES HITLERIENNES

Au Cameroun, nos camarades Grégoire Momo et Simon Tinkin ont été, à nouveau, victimes des odieux traitements que nous dénonçons dans le numéro d'octobre-novembre de notre bulletin. Tinkin a été transféré de Dschang à la prison de Douala, où il a été roué de coups.

En Côte d'Ivoire, deux démocrates : Jérôme Alloh et Yves Mathieu étaient en prison depuis de longs mois, sous l'inculpation de « propagation de fausses nouvelles ».

Deux jours avant le procès, devant l'impossibilité d'obtenir une condamnation contre eux, de ce chef, l'accusation s'étant effondrée, on les fait attaquer et battre, dans leur prison par des gardes... et le Tribunal, présidé par le juge Ducaux, les a condamnés pour « violences à agents », respectivement à 10 et 6 mois de prison ferme !

Mais, plus les colonialistes, fous de rage, frappent les démocrates en violant la légalité, plus le mouvement d'émancipation grandit et se renforce.

## Ce qu'est réellement le Point IV

On sait que Truman a annoncé à grand fracas, dans ce qu'il a appelé le « Point IV », une « aide américaine aux pays arriérés ».

Voici ce que dit de cette « aide », un porte-parole du gouvernement américain, J. ABBINK :

« La poussée vers l'industrialisation « des pays autres que l'Amérique » ne peut pas être arrêtée ; mais si elle n'est pas contrôlée par un moyen quelconque, tel que le programme du Point IV, cela signifierait une réduction substantielle des marchés d'exportation américains. »

Ce qui signifie très clairement que les Américains veulent que la soi-disant « aide » du point IV empêche le plus possible l'industrialisation des colonies et les maintiennent à l'état de fournisseurs de matières premières, avec un niveau de vie très bas.

# Nouvelles des Unions de Syndicats

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

**MARTINIQUE.** — Il n'est pas trop tard pour revenir sur la grève des dockers de la Martinique; la direction de la Transat prétendant violer les règles d'embauche des dockers, nos camarades firent grève pendant 4 jours, du 10 au 13 novembre, et le « Nemours » qui était en rade ne put travailler; malgré sa tentative de recourir à des briseurs de grève, la Transat dut s'incliner finalement. Bravo aux dockers qui ont montré leur combativité !

**SENEGAL.** — Nos camarades ont tenu leur Congrès le 3 décembre 1950, à Saint-Louis.

Le Bureau a été entièrement renouvelé et, désormais, les camarades Gueye Bassirou et Dombouya Lanciné assurent la direction de l'Union des Syndicats avec la ferme volonté de faire avancer le mouvement syndical sénégalais.

**TOGO.** — Les grèves de Lome dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, se sont terminées par un succès éclatant.

Les traitements des fonctionnaires et les salaires des ouvriers et employés ont été augmentés de 14 à 20 %.

**GUINEE.** — Les dockers ont débrayé le 7 janvier à Conakry pour protester contre l'obligation de faire des heures supplémentaires non payées; aucun bateau n'a pu être chargé.

**MADAGASCAR.** — Nous apprenons avec indignation que Razakatiana, secrétaire de l'Union locale de Morondava, sorti de prison en décembre, après une condamnation injustifiable, a été l'objet d'une nouvelle provocation policière et s'est vu menacer de mort par un administrateur colonialiste.

**ALGERIE.** — Première victoire des mineurs de Tizezmit. En grève depuis le 21 décembre pour l'application du salaire minimum garanti hiérarchisé et contre la création d'une troisième zone de salaires dans les mines, les mineurs de Tizezmit dans la région de Bougie, qui s'étaient assurés la solidarité des fellahs et des classes moyennes de toute la vallée, viennent d'arracher un premier succès.

La direction a informé le comité de grève, le 22 janvier, qu'elle acceptait de payer le salaire minimum garanti de 57 frs de l'heure pour les ouvriers de jour et 62 frs 70 pour ceux du fond, mais dans les conditions ci-après : Percevraient ce minimum : les manœuvres ordinaires

et spécialisés, les demi-ouvriers et les ouvriers deuxième catégorie. Seuls, ceux de première catégorie (qualifiés) auraient 59 frs 40 de l'heure pour le jour et 65 frs 30 pour le fond.

C'est pratiquement la suppression de la hiérarchie, mais cela constitue néanmoins une première victoire pour les mineurs qui ont obligé la direction à admettre le minimum garanti.

La lutte continue pour la hiérarchisation.

**TUNIS.** — Une grève de huit jours dans les minoteries de Tunis. Les ouvriers des minoteries de Tunis, syndiqués à l'U.S.T.T., à l'U.G.T.T. et non syndiqués; fraternellement unis, avaient débrayé le 18 décembre, réclamant une augmentation de salaire de 14 frs de l'heure. Leur grève fut unanime et conduite avec une grande combativité.

Malgré les pressions gouvernementales qui avaient fait reprendre le travail dans certaines minoteries, les ouvriers USTT et UGTT réalisèrent l'unité d'action, réunissant les deux conseils syndicaux, et ils décidèrent à l'unanimité de continuer la grève. Ce n'est que le 23 décembre, que les grévistes USTT, UGTT et inorganisés décidèrent de reprendre leur travail pour mener la lutte par d'autres moyens avec la participation des ouvriers déjà rentrés au travail.

**MAROC.** — La grève des travailleurs du Textile à Fédala. 500 travailleurs de « l'Industrie Cotonnière du Maroc » (ICOMA) ont fait grève du 4 au 8 janvier. Ils demandaient la revalorisation de leurs salaires et des bleus de travail.

La Résidence a mis tous ses moyens de pression et ses forces de répression au service du patronat colonialiste : fermeture des bureaux de l'Union locale, descentes de police au domicile des grévistes, emprisonnement des travailleurs, expulsion de Fédala des deux secrétaires généraux de l'Union Générale des syndicats confédérés du Maroc.

La Fédération Marocaine des Fonctionnaires, qui groupe une grande majorité de fonctionnaires français, a manifesté sa solidarité aux ouvriers marocains de Fédala en protestant contre les violations du droit syndical, les arrestations de travailleurs et les mesures de police prises envers les délégués de l'Union Générale des Syndicats.

## A TRAVERS LE MONDE

Dans les mines de cuivre de RHODESIE, 20.000 mineurs africains sur 37.000 envisagent de cesser le travail pour obtenir le relèvement de leurs salaires.

Au SOUDAN ANGLO-EGYPTIEN, des cheminots ont déclenché une grève de 3 jours contre la répression et contre, notamment, l'arrestation de leur Secrétaire gé-

ral; cette grève pourrait s'étendre aux autres corporations.

En NIGERIA, à Lagos, 20.000 ouvriers appartenant pour la plupart à « l'United Africa Company », le grand trust exploiteur, ont fait grève du 14 au 26 décembre, pour une augmentation de la prime de vie chère; le port a été paralysé; de nombreux grévistes ont été arrêtés; on ignore encore les résultats obtenus par le mouvement.

# EMOUVANTS MESSAGES

## de nos amis Viet-Namiens et Malgaches

A l'occasion du Nouvel an, la Centrale syndicale vietnamienne, la T.L.D., a adressé à la C.G.T. des messages, dont nous donnons ci-dessous quelques extraits :

*La TLD Vietnam vous souhaite de grand succès dans la lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale, contre la guerre d'agression du Vietnam, contre l'appauvrissement et l'asservissement de la France par les impérialistes américains et leurs laquais, enfin dans la lutte pour la Paix mondiale.*

*La TLD Vietnam s'engage à intensifier encore plus ses activités syndicales en vue de remporter, côte à côte avec la C.G.T. de France, de brillantes victoires dans la lutte des deux peuples Français et Vietnamien contre les ennemis communs : les colonialistes français et les impérialistes américains.*

*Aux épouses et aux mères des jeunes Français immolés aux intérêts des vils capitalistes français et des rapaces américains, nous adressons nos condoléances émues et l'expression de notre profonde sympathie. Aux épouses et aux mères de ceux qui se sont ralliés, nous disons : « Ils sont sous la haute protection du président HO-CHI-MINH, l'ami de toujours du peuple français et la sympathie du peuple vietnamien les entoure. Bientôt, vous aurez de leurs nouvelles. Il ne tient qu'au gouvernement français de les rendre à votre tendresse.*

Voici, d'autre part, quelques passages d'une lettre touchante que nous communiquons le « Secours Populaire Français ». Cette lettre lui a été adressée par le « Comité de Solidarité de Madagascar » :

*Profondément touchés par vos souhaits chaleureux, à l'occasion de la Noël et du Nouvel an, nous vous transmettons les nôtres, dans cette simple phrase que répètent tous les Malgaches à chaque nouvelle année :*

*« Arahaba tratry ny taona, samy ho tratry ny arivo mitsingerina indray ».*

*Elle signifie : nous ne confondons pas le peuple français avec les bourreaux de notre peuple.*

*Elle signifie aussi : nous savons que notre lutte pour la libération de nos patriotes, c'est la vôtre, et que si le transfert de nos députés à Calvi est une victoire pour le peuple français, la récente libération de Raymond DIEN, en est une aussi pour le peuple malgache.*

*Elle signifie surtout : pour l'année qui vient, nous intensifierons cette lutte commune et nous accomplirons, ainsi, un grand pas dans la voie qui mène à la LIBERTE et à la PAIX.*

Ces messages prouvent combien les Peuples resserrent chaque jour davantage leurs liens fraternels et fortifient cette UNION des exploités qui ne tardera pas à balayer les responsables de leurs misères.

Voici une très importante motion sur le régime colonial, votée par le Congrès de la Paix de Varsovie, incluse dans l'adresse à l'O.N.U., et adoptée par la Fédération Syndicale Mondiale :

**« Nous considérons les violences employées pour le maintien des peuples dans un état de dépendance et d'oppression coloniales comme une menace pour la cause de la Paix et nous proclamons le droit de ces peuples à la Liberté et à l'Indépendance.**

**« De même, nous nous élevons contre toutes formes de discrimination raciale, car elles engendrent la haine entre les Nations et compromettent la Paix. »**

# J'AI VISITE LA REPUBLIQUE D'OUZBEKISTAN

par Belhassen KHIARI

Secrétaire de l'Union Syndicale des Travailleurs de Tunisie

(SUITE ET FIN)

Avant 1917, avec les tzars, l'enseignement de l'ouzbek était presque interdit, seul le russe était obligatoire. Grâce au régime soviétique, les ouzbeks s'instruisent dans leur langue nationale, dans les facultés, les instituts, les académies, etc...

Une culture nationale a pris naissance grâce à la création de milliers d'écoles où l'enseignement est obligatoire :

en 1917 :	en 1950 :
160 écoles	5.000 écoles
17.000 élèves	1.255.000 élèves
300 maîtres	43.000 maîtres

Nous avons visité des bibliothèques aux millions de livres, des théâtres, des cinémas, des clubs littéraires dans les usines ou les kolkhoz qui montrent l'élévation du niveau culturel. La littérature et la poésie ouzbeks sont en plein épanouissement avec AIBEG, avec TAMARA, etc...

Grâce à la politique nationale instaurée après la Révolution d'Octobre, le peuple ouzbek qui était avant 1917 d'un niveau culturel extrêmement bas, a pu, durant les années du pouvoir soviétique, créer sa propre littérature nationale qui se développe constamment. En dix ans, (1937 à 1946) les œuvres classiques et contemporaines des écrivains des Républiques nationales ont atteint presque le tiers de toutes les éditions de littérature mondiale ; on peut trouver en langues kasakhe, kirghize, tadjik et autres, des traductions d'Emile Zola, Guy de Maupassant, Balzac et autres, etc..., ceci témoigne d'une manière éclatante du caractère largement national de la culture soviétique. Voilà ce qu'est devenu un pays opprimé par les

tzars. Un peuple qui ne connaissait que la misère et l'exploitation. Nous avons rencontré des hommes libres, heureux, indépendants, préoccupés à reconstruire leur pays, à améliorer les installations existantes, à rechercher de nouveaux moyens pour plus de bien-être et de bonheur. C'est aujourd'hui un peuple heureux qui dispose de ses terres, de ses entreprises, de son économie, de sa culture nationale. Voilà le miracle du régime soviétique.

Le peuple ouzbek, en étroite union avec les autres peuples de l'Union Soviétique comme les tadjiks ou les kasakhs, participe à la construction du socialisme ; aujourd'hui, harmonieusement associés, ils travaillent ensemble à l'avènement du communisme qui donnera le pain gratuit pour tous, le pain gratuit, rêve de tous les peuples. Il n'y a que dans la paix durable que les peuples de l'URSS pourront arriver à des conditions supérieures d'existence.

Le Vice-président du kolkhoz « Babaiev » dit :

« Nous autres paysans, aspirons à la paix. Nous ne voulons pas que notre travail pacifique, notre vie heureuse, soient interrompus par la guerre profitable aux rapaces impérialistes ».

Le peuple soviétique construit des œuvres de paix et lutte pour sauver la paix. Rares sont les usines où le nombre de signatures au-dessous de l'Appel de Stockholm n'ait pas atteint 100%. Tous, ils demandent l'interdiction de cette arme d'épouvante. Et le gouvernement soviétique va encore plus loin dans cette action, puisqu'il propose à l'O.N.U. la réduction des armements d'un tiers. Quel est l'agresseur ? Lorsqu'on sait que la « guerre pour les pays capitalistes se trouve être un état aussi naturel et aussi légitime que l'exploitation de l'homme par l'homme » et « que le régime socialiste est nécessairement étranger à toute politique agressive », on ne peut que désigner les impérialistes.

Ce voyage nous a permis de constater de nos propres yeux comment une ancienne colonie des tzars s'est transformée grâce au régime soviétique.

Quelle différence avec notre situation en Afrique. Nos bases économiques, nos matières premières sont exploitées au profit des capitalistes, nos terres ne sont plus à nous, elles appartiennent aux colons, les travailleurs traités comme des esclaves, notre culture nationale opprimée et inexistante.

Quand on quitte l'Union Soviétique en direction de ce qu'on appelle « la civilisation occidentale », on sent un serrement de cœur. Mais cette émotion se transforme immédiatement en une résolution et une volonté de travailler ferme dès le retour au pays, dans tous les domaines de la vie sociale et économique pour « bouter » dehors les colonialistes, pour mettre fin au régime d'oppression et de misère, pour conquérir un avenir radieux où les hommes seront libres et indépendants, égaux et heureux.

Le gérant : Paule MAURER

Imprimerie Gutenberg, 17 rue des Cloys, Paris

## UN BEAU GESTE de Fraternité Proletarienne

Les colonialistes tentent d'introduire le poison raciste jusqu'au sein même du prolétariat français.

C'est ainsi qu'ils voudraient répandre en France les termes injurieux par lesquels ils désignent les habitants d'Afrique du Nord, de l'Afrique Noire, etc.

Nos camarades mineurs de Saint-Etienne, au cours de la fête des mineurs, l'an passé, ont pris l'engagement de ne jamais employer ces mots et de mettre à l'amende ceux qui viendraient par inadvertance à les utiliser.

D'autre part, pour leur rendre plus supportable l'exil auquel la misère les a contraints, les mineurs français collectent en faveur des travailleurs nord-africains, des sommes destinées à leur permettre de célébrer dignement leurs fêtes traditionnelles, telle que l'Aïd el Kébir, le Mouloud, etc...